

# Le Vilain Petit Canard

«Ensemble, pour être plus forts !»



Le Journal Trimestriel de la section CGT Finances publiques 95 - Été 2020



## ACTUALITES DGfIP

Prime COVID : vide de sens, vide de justice p. 2

## LUTTES

Le progrès social et environnemental. p. 2

## ACTUS DU VAL D'OISE

Fermeture de la trésorerie de Marines p. 3

## NRP

Ça continue ! p. 3

## CONFINEMENT

Notre bilan p. 4

## MUTATIONS

Tous des pions! p. 4

### Journal du collectif DOM

La CGT Finances Publiques a décidé de mener le combat pour la défense des droits des Originaires DOM, en constituant en son sein un Collectif national DOM. **Les Originaires DOM sont les premiers à endurer l'avanie du gouvernement, ils seront les premiers à réagir.** Ce collectif DOM qui s'est reconstruit s'est aussi donné pour but d'aider tous les Originaires DOM dans leurs demandes et recours sur les problèmes des congés bonifiés ainsi que sur ceux des mutations.

« [INFO BO-KAY](#) », journal de la CGT Finances Publiques en direction des Originaires DOM de la DGfIP travaillant en métropole, renaît après plus d'une décennie de silence. Vous pouvez le consulter sur les sites internet CGT Finances Publiques nationaux et locaux.

**Adresse**  
CGT - CFIP De Cergy. Local Syndical.  
Niveau-1. Bat C. 2, av. Bernard HIRSCH  
95093 Cergy Pontoise CEDEX

**Internet**  
[www.financespubliques.cgt.fr/95/](http://www.financespubliques.cgt.fr/95/)

**Mail**  
cgt.ddfip95@dgfip.finances.gouv.fr

*Assemblée Générale*  
**la cgt Finances 95**  
Le 11 décembre 2020. Bloquez la date!



Ce journal a été élaboré par les militants de la DGfIP. Il est financé par les cotisations des syndiqués.

## Prime COVID : vide de sens, vide de justice

### ***Dès le départ, ça part en cacahuète***

La prime COVID a été instaurée par le décret n° 2020-570 du 14 mai 2020 relatif au versement d'une prime exceptionnelle à certains agents, blablabla...

Il n'y a qu'à lire ce texte pour se rendre compte que cette prime n'est pas là pour récompenser les agents qui se sont exposés au virus ou qui ont bossé sur le PCA :

Article 3 : « *Sont considérés comme particulièrement mobilisés [...] les personnels pour lesquels l'exercice des fonctions a, en raison des sujétions exceptionnelles auxquelles ils ont été soumis pour assurer la continuité du fonctionnement des services, conduit à un surcroît significatif de travail, en présentiel ou en télétravail ou assimilé.* »

Article 7 : « *les bénéficiaires de la prime exceptionnelle et le montant alloué sont déterminés par le chef de service ou l'organe dirigeant ayant autorité sur les personnels.* »

On le voit, ça part mal dès le départ : cette prime est donc discrétionnaire, rien que par les critères légaux d'attribution .

### ***Arpagon n'aurait pas fait mieux***

La DDFIP du Val d'Oise l'a ainsi distribuée à 23 % des agents du département, **alors qu'elle pouvait monter jusqu'à 30 % !** Radine, la direction ? Si on l'écoute, pas du tout ! Elle a expliqué dernièrement aux représentants du personnel les critères d'attribution de la prime : il fallait avoir été à 30 % en présentiel et/ou avoir travaillé pendant 80 % du confinement. Des critères bien sélect, donc. Une liste d'heureux élus a été établie par les RH sur ces critères. Mais il fallait ensuite franchir une série d'obstacles. Par exemple, la direction a demandé aux chefs de services de modifier cette liste (certains s'y sont refusés) : des agents y ont été ajoutés ou enlevés. Puis, la DDFIP 95 leur a demandé de classer les agents de cette liste, car elle se réservait le dernier mot : « *toi oui, toi non* ». En gros, la directrice avait le pouvoir de refuser la prime à au moins 70 % des agents, et elle ne s'est pas privée !

### ***Attention : double arnaque !***

Pourquoi cette prime fait tant discuter ? Ce n'est pas seulement parce qu'elle est arbitraire. C'est parce que c'est de l'argent, et que l'argent, on en a tellement perdu sous forme de pouvoir d'achat ! C'est toute la question des salaires, ce point d'indice qui a baissé par rapport à l'augmentation des prix depuis des lustres. Et la double arnaque, elle est là : prime injuste et prime qui nous détourne du principal problème : le pouvoir d'achat !

L'attribution d'une prime, même de 1 000 €, ne comble pas la perte de salaires sur les prix depuis de nombreuses années : ce sont plusieurs centaines d'euros par mois que nous avons perdus (les fédérations syndicales chiffrent cela à 300 à 500 € par mois selon le grade depuis l'année 2000 !). Alors, ne nous faisons pas berner par cette prime ! Si on ne parle que de cette prime et de son arbitraire, on masque l'essentiel : le pouvoir d'achat que nous avons perdu et qui est parti dans les poches des sociétés (et de leurs actionnaires) qui nous vendent leurs produits plus cher : l'alimentation, le chauffage, l'électricité, les transports, le carburant, tout y passe (voir les bénéfices du CAC40 en hausse, eh oui, ça vient de là, pas d'argent magique, comme dit l'autre !)

La seule chose qui peut changer ça, c'est de réclamer, **ensemble**, ce qui nous est dû : des augmentations générales et massives de salaires !



## **Le progrès social et environnemental, c'est possible et urgent !**

La crise sanitaire du Covid-19 a exacerbé les inégalités économiques, sociales et environnementales. Mais elle a aussi révélé l'échec du système libéral qui sert les intérêts de quelques-uns et qui, pour arriver à ses fins, exploite les êtres humains et la nature.

Loin des engagements qu'il a pris en pleine crise, le gouvernement n'entend pas tirer les leçons des conséquences des politiques d'austérité. Par ses premières décisions, il persiste à vouloir emprunter le même chemin et imposer de nouveaux sacrifices sociaux et environnementaux comme solutions indépassables d'une relance économique.

Le chantage opéré par le patronat et le gouvernement sur le temps de travail et les salaires contre le maintien de l'emploi confirme que le monde d'après ressemblera au monde d'avant si nous ne faisons rien.

**Pour la CGT, il est possible et urgent de rompre avec ce modèle.** Ensemble, nous pouvons imposer le choix du progrès pour un monde juste, durable et solidaire qui nécessite de fortes transformations économiques, sociales et environnementales.

Il est temps que de nombreuses voix s'élèvent pour dire : « **Plus jamais ça !** ». Nous devons toutes et tous œuvrer pour imposer, par la mobilisation, un véritable changement de société porteur de progrès social. On compte sur vous !

Semaine de 32h, nationalisation d'entreprises qui fabriquent des biens fondamentaux, relocalisation de la production, développement des transports collectifs... dans un document intitulé « **Le progrès social et environnemental c'est possible et urgent !** », la CGT développe ses propositions phares.

**Retrouvez toutes nos infos sur notre site : [www.financespubliques.cgt.fr/95/](http://www.financespubliques.cgt.fr/95/)**



## Notre bilan du confinement

La période du confinement passée, nous pouvons tirer un premier bilan peu glorieux concernant la gestion de la crise.

En février, d'après les échanges sur les plateaux TV, le covid 19 n'était qu'une simple grippe, guère plus et les masques n'étaient absolument pas recommandés car ils faisaient peur ! Joke joke !

Puis la machine s'emballa, les cas graves se succédèrent et le confinement est décidé vu l'état de délabrement de notre service public hospitalier. Nous ne sommes pas virologue, ni médecin même si la tentation de délivrer notre analyse médicale sur facebook a souvent été forte. Nous sommes syndicalistes et plusieurs constats sont à notre portée :

- Le premier est le délabrement du service public hospitalier : les hôpitaux publics asphyxiés depuis des années ont manqué de tout. Ils ont manqué de matériels, de masques, de surblouses, de respirateurs, de médicaments, de personnels...
- Le deuxième est que : les personnes indispensables à notre société étaient les premiers de corvées comme on dit : caissières, manutentionnaires, éboueurs, soignants, fonctionnaires... ils étaient tous là au front (puisque le président parlait de guerre !) pendant que les puissants étaient à l'abri derrière leur mur.
- Le troisième est le discours mensonger de l'Etat : « pas besoin de masques, non non pas de pénurie de masques du tout... le jour d'après ne ressemblera pas au jour d'avant... il faut changer de cap, nous construirons des jours heureux... ». Toutes ces phrases ont été prononcées par nos dirigeants et nous pouvons à présent voir les actes derrière les belles paroles.



A la DGFIP, la gestion de la crise s'est faite sur le fil du rasoir. Des couacs à tous les niveaux ont été recensés : les missions dans le cadre du PCA (plan de continuité d'activité) mal définies permettant aux directions de faire en leur bon vouloir et aux chefs de services aussi. Certains agents n'avaient aucune nouvelle.

La CGT 95, par ses nombreuses publications et appels, a permis à ces derniers de garder le lien. Nous pouvons donc dire une chose : la CGT, à tous les niveaux, n'a pas chômé, que ce soit notre bureau national ou notre section et nous avons largement été à la hauteur de la situation.

### MUTATIONS LOCALES : NOUS SOMMES DES PIONS !

Le décret d'application de la loi dite « de transformation de la Fonction Publique » a mis fin aux CAP de mutations, bien trop chronophages pour la DG mais surtout soumis à contrôle des élus en CAP. En effet lors de la préparation des CAP, en plus de préparer la défense de vos dossiers (reçus en amont de l'instance), les élus vérifiaient l'application des règles afin qu'aucun ne soit lésé.

Nous avons donc été « invités » par la direction à une réunion d'information sur les mouvements locaux le 9 juillet dernier.

Lors de cette réunion, la direction s'est contentée de donner différentes statistiques sur les mutations locales en mettant en avant le taux de satisfaction par catégories et de régularisation des ALD.

Ce n'est donc qu'à l'issue de la réunion (dépourvue de vote et de procès-verbal) que la direction a daigné nous donner les tableaux d'affectations. Mais toujours aucune fiche de vœux ni d'informations sur d'éventuels détachements. Nous avons donc appris « par le bouche à oreille » que des collègues n'ont pas obtenu leur(s) vœu(x) et nous n'avons pas pu leur répondre à leurs interrogations, faute d'informations.

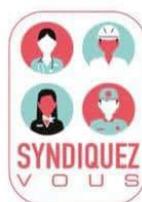
#### Vous avez dit dialogue social ?

Désormais et dans le contexte des fermetures des services que nous connaissons depuis des années, le directeur a l'outil pour vous déplacer à son souhait. Ce sera donc à l'agent de vérifier s'il n'est pas lésé dans ses droits. Le cas échéant, il devra faire appel à un représentant du personnel pour intercéder auprès de la direction. De plus en cas de situation particulière (ne respectant pas les règles s'il en reste), ce mandat devra être fait avant la parution du mouvement de mutation. Faute de quoi, sa situation ne pourra pas être prise en compte.

### Journée de mobilisation du 17 septembre

Chantage à l'emploi, allongement du temps de travail, baisse des salaires, « accord de performance » et ARME, le gouvernement met en avant son arsenal pour détruire massivement les emplois, les droits des salariés et leurs conquises sociales au profit des politiques patronales mortifères.

**La CGT appelle les salariés, retraités, privés d'emploi à faire de la journée du 17 septembre 2020 une puissante journée nationale d'action, de grève et de manifestation.**



## ADHESIONS 2020

**16 602 ADHESIONS RECENSEES  
176 NOUVELLES IMPLANTATIONS**

**3 414 NOUVELLES ADHERENTES ET NOUVEAUX ADHERENTS  
NOUS ONT REJOINTS AU COURS DU MOIS DE JUIN !**

Depuis le 1<sup>er</sup> JANVIER, ce sont donc **16 602 adhésions nouvelles** réalisées dans l'ensemble de nos syndicats, dont **16 257** sont identifiées dans CoGiTiel. Cela se traduit :